

SÉISME EN ITALIE

À L'Aquila, la course contre la montre pour sortir les survivants

C'était un immeuble de quatre étages en plein centre de L'Aquila. Il s'est effondré dans la nuit comme un château de cartes pendant le violent séisme et des dizaines de personnes attendaient hier après-midi avec angoisse que les secouristes dégagent des survivants.

En sanglots, ne cessant de se prendre les uns les autres dans les bras, les amis ou proches des habitants portés disparus dans l'effondrement de leur immeuble de la rue du 20 septembre refusent de reculer derrière la limite de sécuri-

té délimitée par les forces de l'ordre, pour être les premiers à apercevoir les corps qui pourraient être sortis des décombres.

Depuis des heures, inlassablement, pompiers, membres de la Protection civile et des forces de l'ordre, ou simples volontaires, s'acharnent sur l'immense tas de gravats et de béton qui fut un immeuble de huit appartements : les chiens ont signalé au moins deux personnes vivantes.

Régulièrement, le chef des opérations impose le silence à l'immense chantier de déblaiement et fait couper les moteurs des pelleteuses et de la grue : «Maria», crie-t-il alors, en cherchant cette habitante qui a été localisée à

quelques mètres et qui appelle à l'aide.

«Mon frère habite là et il est porté disparu», déclare dans une rue perpendiculaire une femme d'une quarantaine d'années, la voix étranglée.

«Mon mari est là-haut, sur le tas, sans casque de protection et avec de simples baskets, à chercher, chercher, chercher. Depuis quatre heures du matin. Je suis désespérée», murmure-t-elle.

«J'ai une amie qui habite là, j'espère qu'ils vont la sortir vivante. J'attends, je ne sais pas quoi faire d'autre, c'était horrible cette nuit, tellement fort», soupire Chiara Piscini, la vingtaine, qui cache ses larmes derrière de grosses lunettes de soleil.

«Je suis arrivé à 9 heures ce matin de Rome avec mon chien. C'est très dur et surtout très long», explique un secouriste de la Protection civile de l'équipe cynophile, couvert de sueur et de poussière. «Apparemment il y aurait quatre personnes là-dessus mais on ne sait pas encore exactement. Tant qu'il fait jour, ça ira. Après...», explique le secouriste, qui préfère garder l'anonymat. Les immeubles alentour ont tenu le choc et n'affi-



Photo : D.R.

Un fort séisme qui a fait des dizaines de morts.

chent que des façades craquelées, ou plus rarement quelques trous dans les murs.

Dans L'Aquila, qui a pris des allures de ville fantôme, les camions des pompiers et les ambulances poursuivaient hier

après-midi leur macabre ballet, tandis que des centaines de personnes continuaient de quitter la ville en voiture, ou erraient à pied, certaines encore habillées du pyjama qu'elles portaient au moment du séisme.

Londres réitère son soutien à l'adhésion de la Turquie à l'UE

Le gouvernement britannique a réitéré hier son soutien à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, au lendemain de déclarations similaires du président américain Barack Obama qui avaient suscité l'opposition de son homologue français Nicolas Sarkozy.

«Notre position est que nous soutenons l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. C'est la position du gouvernement britannique depuis longtemps», a déclaré un porte-parole du Premier ministre britannique Gordon Brown lors d'un point presse quotidien.

«La Turquie a fait beaucoup de progrès ces dernières années. Les négociations techniques menées dans le cadre du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE sont, selon le gouvernement britannique, un facteur prépondérant dans les réformes visant à améliorer la façon dont le pays est gouverné, à développer l'économie et à s'attaquer au problème des droits de l'Homme», a ajouté le porte-parole.

S'exprimant dimanche passé à Prague lors d'un sommet avec les

dirigeants de l'UE, M. Obama a estimé qu'«évoluer vers l'adhésion de la Turquie à l'UE constituerait un signal important» qui permettrait notamment de «continuer à ancrer fermement la Turquie en Europe».

M. Obama s'exprimait quelques heures seulement avant de gagner la Turquie, allié traditionnel des Etats-Unis où le président achève sa tournée en Europe. Le président français Nicolas Sarkozy a immédiatement rappelé son opposition à une adhésion de la Turquie, tandis que la chancelière allemande, Angela Merkel, réitérait ses réserves sur une adhésion.

En revanche, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, s'est «réjoui» des propos de M. Obama.



Obama défend fermement

l'adhésion de la Turquie à l'UE

Le président américain Barack Obama a de nouveau plaidé, hier, dans un discours au Parlement turc, pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, adhésion en cours de négociation depuis 2005 à laquelle plusieurs Européens sont opposés. «Laissez-moi être clair : Les Etats-Unis soutiennent fermement la candidature de la Turquie à l'UE», a-t-il dit, ovationné par les députés.

M. Obama, qui effectue sa première visite dans un pays musulman, allié de l'Otan, a évoqué «des siècles d'histoire, de culture et de commerce partagés (entre l'Europe et la Turquie) qui vous unissent». Il a estimé qu'une entrée de la Turquie dans l'UE renforcerait le bloc européen.

RUSSIE

2009 sera «très difficile», mais le «pire» a été évité

Le Premier ministre russe Vladimir Poutine a averti hier ses concitoyens que l'année 2009 serait «très difficile» mais a assuré que le «pire» avait été évité en Russie et que la crise serait «surmontée».

S'exprimant à la Douma (chambre basse du Parlement), M. Poutine a rendu compte pour la première fois, devant une assemblée docile, de sa politique économique, soulignant que c'était un «pas supplémentaire» dans le développement du système politique du pays.

«L'année 2009 sera très difficile pour nous», a-t-il déclaré dans un discours d'un peu plus d'une heure. La crise économique mondiale est «loin d'être finie», a-t-il ajouté, évoquant de «nombreuses menaces» encore présentes.

M. Poutine a répété que l'économie russe, qui repose en grande partie sur l'exportation de matières premières, était pieds et poings liés à la conjoncture mondiale.

«La Russie pouvait-elle rester à l'écart de la crise ? Bien sûr que non, ce n'était pas possible, c'était une illusion», a-t-il martelé.

Le produit intérieur brut (PIB) russe a chuté de 7% au premier semestre 2009 contre une croissance record de 8,5% pour la même période de l'année précédente.

Le chef du gouvernement a toutefois tenu à rassurer ses concitoyens, toujours traumatisés par la crise de 1998 qui ruina les épargnants, en dressant un bilan élogieux de l'année 2008 — avec un taux de croissance de 5,6% — et en écartant les scénarios catastrophes.

«Nous avons réussi à éviter les pires scénarios. Les coups portés par la crise ont été, autant que possible, atténués», a-t-il dit.

A commencer par ceux qui ont été assénés au secteur bancaire, selon M. Poutine. «Le risque d'effondrement du système bancaire russe a diminué, mais il était réel et tout près de se produire», a-t-il

souligné, en rappelant que l'Etat avait soutenu les banques, afin de protéger l'épargne des citoyens.

M. Poutine a suggéré qu'avec la stabilisation du rouble, il était possible d'envisager dans les prochains mois une baisse des taux d'intérêt de la Banque centrale de Russie, qui rendrait «l'octroi des crédits plus accessible pour les entreprises comme pour les particuliers».

Le ministre russe des Finances, Alexeï Koudrine, a prédit dernièrement une deuxième vague de problèmes dans le secteur financier, en raison du non-remboursement des crédits par les entreprises, tout en soulignant qu'il n'y aurait pas de faillites majeures de banques.

«La Russie surmontera la crise, le pays conservera sa place parmi les grandes économies de ce monde», a insisté le chef du gouvernement.

Dans ce contexte, M. Poutine a présenté un nouveau paquet de mesures anticrise — avec un déficit budgétaire de 3 000 milliards de roubles (66,9 mds d'euros) — qui devait être approuvé dans la foulée par la Douma en première lecture.

Le budget 2009 témoigne d'une politique économique et sociale «réaliste», qui doit «cumuler des mesures anticrise et des projets à long terme», a-t-il souligné.

Il a ainsi indiqué que le gouvernement allait accorder une enveloppe supplémentaire d'environ 600 milliards de roubles (13,3 milliards d'euros) aux programmes sociaux, et notamment aux retraites. Il faut «empêcher la crise de démoraliser la société», a-t-il jugé.

Des mesures qui ont suscité peu d'objections, à l'exception de celles du chef de file des communistes, Guennadi Ziouganov, qui a exigé la démission du gouvernement.

«Les principaux ministres sont incapables de résoudre les problèmes», a-t-il tempêté, ajoutant : «Si ce gouvernement continue à appliquer une politique monétariste, il mérite d'être renvoyé.»